

**Compte-rendu de la réunion du Comité Local d'Information et de Concertation de l'établissement NOBEL-SPORT de PONT de BUIS les QUIMERC'H qui s'est tenue
à l'espace François Mitterrand à Pont de Buis les Quimerç'h
le mercredi 13 novembre 2008 à 14 heures 30**

Participaient à cette réunion placée sous la présidence de **M. Denis OLAGNON** Sous-préfet de Châteaulin:

- **M. Roger MELLOUET**, Maire de Pont de Buis
- **M. Jean-Claude MORVAN**, Adjoint au maire de Pont de Buis
- **M. Jean-Pierre GUIAVARC'H**, Directeur de l'établissement Nobel Sport de Pont de Buis
- **M. Sébastien LETEXIER**, responsable sécurité à Nobel Sport
- **M. Michel QUEFFELEC**, riverain
- **M. Jean-Claude BEURRIER**, riverain
- **M. GUERRIAU**, membre du CHSCT de Nobel Sport
- **M. Etienne PEQUERIAU**, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement – Chef de la subdivision 29/56 en charge des établissements à risques
- **M. Laurent CALBOURDIN**, Chef du bureau de la planification de secours et de défense au Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles à la Préfecture du Finistère
- **M. Philippe HUGUET**, Responsable de "l'unité prévention risques" à la Direction Départementale de l'Équipement
- **M. Yvan MARZIN**, chargé d'étude à l'unité prévention risques" à la Direction Départementale de l'Équipement
- **M. Daniel HEMON**, de l'Inspection Départementale du Travail
- **Mme LASQUELLEC**, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Brest
- **Capitaine Damien MICHEL**, Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Châteaulin
- **Capitaine Daniel MEAR**, du Service Départemental d'Incendie et de secours du Finistère
- **Mme Nadine LE GRAET**, Directrice Générale des Services de la mairie de Pont de Buis
- **Mme Marie-José FONTAINE**, du bureau du cabinet de la Sous-préfecture de Châteaulin

Absent excusé:

- **Mme l'Inspectrice d'Académie.**

~~~~~

Après accueil des participants à la réunion, M. le Sous-préfet souligne que l'établissement NOBEL SPORT encore appelé parfois "la Poudrerie" fait partie de l'histoire de la commune de Pont de Buis puisque sa création remonte à 1688. Il rappelle que conformément à la réglementation en vigueur, un Comité Local d'Information et de Concertation de l'établissement NOBEL SPORT a été mis en place en 2006. Après avoir rappelé la composition de ce comité composé de cinq collèges (collège administration - collège collectivités territoriales - collège exploitant - collège salariés - collège riverains), M. le Sous-préfet propose un tour de table qui permet aux uns et aux autres de se présenter. M. le Sous-préfet prend acte de la bonne représentation des cinq collèges du CLIC et rappelle l'ordre du jour de la réunion défini selon quatre axes comme cela a été précisé aux membres du CLIC dans l'invitation qu'ils ont reçue:

- Présentation par l'exploitant du bilan d'application du Système de Gestion de la Sécurité de Nobel Sport
- Présentation par la DRIRE de la "situation administrative" de l'établissement avec notamment un point sur les inspections effectuées et la présentation conjointe par la DRIRE et la DDE du Plan de la démarche du Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRT) qui va être mise en œuvre sur la commune
- Présentation par le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture des enseignements qu'il convient de tirer de l'exercice de sécurité civile qui a eu lieu le 20 octobre 2007

autour du site Nobel Sport notamment pour ce qui concerne la révision du Plan Particulier d'Intervention (PPI) qui existe pour le site.

M. le Sous-préfet ajoute que la réunion s'achèvera sur la question "points divers" avec notamment une présentation par le SDIS de la mise à jour du Plan ER (Etablissement Répertoire) et demande aux membres du CLIC s'ils souhaitent qu'un point particulier soit évoqué sous cette rubrique.

Aucun souhait particulier n'étant émis le premier point de l'ordre du jour peut être abordé.

## **I – PRESENTATION DU BILAN D'APPLICATION DU SYSTEME DE GESTION DE LA SECURITE DE NOBEL SPORT (cf. annexe 1 et annexe 2)**

En préalable à son intervention, M. GUIAVARC'H indique que sa présentation relative à la mise en oeuvre de la politique de prévention des accidents majeurs et à la performance du système de gestion de la sécurité prendra en compte des éléments de l'année 2008 afin d'être au plus près de la situation réelle sur site. En effet, le document établi par son prédécesseur et réglementairement transmis aux membres du CLIC est arrêté au 12 février 2008 et correspond aux actions mises en oeuvre durant l'année civile 2007.

Au cours de la présentation du bilan SGS, les précisions suivantes sont apportées par M. GUIAVARC'H:

- Pour la partie "Politique de Prévention des Accidents Majeurs" dont l'objectif de résultat est d'aboutir à zéro accident majeur, 10 audits de sécurité de direction ont été fixés par an. En 2007, l'objectif n'a pas été réalisé puisque seulement 6 audits ont été réalisés. Toutefois depuis l'arrivée de M. Letexier en mai, les audits ont repris leur cours normal pour l'année 2008.
- Pour la partie "bilan des accidents et incidents enregistrés en 2007" qui comporte quatre critères de distinctions (les incidents pyrotechniques sans blessés, les incidents non-pyrotechniques, les accidents corporels avec arrêt et les accidents corporels sans arrêt), les chiffres relevés au travers des fiches "ACACIA" (Analyse des Causes et des Conséquences des Incidents et des Accidents) sont inférieurs à ceux des années précédentes (105 ACACIA en 2007 - 122 ACACIA en 2006 – 120 ACACIA en 2005). M. GUIAVARC'H précise toutefois que le nombre d'incidents pyrotechniques est en augmentation.  
Pour l'année 2008, à la date du CLIC, 97 ACACIA ont été relevés. M. GUIAVARC'H précise qu'une baisse des chiffres comme en 2008 peut induire une interrogation quant à la rédaction des fiches d'incidents. Il ajoute qu'une vigilance toute particulière est donc apportée à la comptabilisation des ACACIA qui permettent en matière d'analyse d'accidents et des incidents de tirer les enseignements qui s'imposent.
- Pour "les réalisations et évolutions ayant une répercussion sur la sécurité du site et son environnement":  
***Du point de vue évolution sur le site industriel***, pour l'année 2007 M. GUIAVARC'H relève quatre points majeurs; la remise en service de la deuxième presse à réhydrater, la création d'une zone de stockage unique des déchets pyrotechniques, la modification de la gestion des déchets pyrotechniques avec usage d'une seule zone de destruction et la mise en place d'un décanteur pour piéger la nitrocellulose sur le circuit alcool à rectifier dans le bâtiment 240.  
Au titre de l'année 2008, la réfection d'un laboratoire dans le bâtiment 018 suite à la suppression du laboratoire du bâtiment 019 est à noter et la réalisation d'une deuxième unité "Bivis". M. GUIAVARC'H indique que Nobel Sport a racheté, il y a plusieurs années le process italien de la Bivis.  
Le procédé Bivis permet grâce à une seule machine alimentée par toutes les matières premières nécessaires à sa conception d'obtenir un produit prêt au découpage. Il précise que ce procédé a une incidence positive sur l'environnement puisque le processus est réalisé sur un seul site mais aussi sur la santé des travailleurs puisque le contrôle des machines se fera désormais à distance.

M. GUIAVARC'H ajoute que le raccordement technique de l'installation Bivis devrait avoir lieu avant la fin 2008, ensuite en janvier, il sera procédé à des essais pour un démarrage de l'installation probable en avril 2009 après passage de l'Inspection des Poudres et Explosifs et de la Direction Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

**Du point de vue études de sécurité**, M. GUIAVARC'H indique qu'en 2007 3 AST (Analyse de Sécurité du Travail) ont été réalisées suite à des modifications de poste de travail. Elles sont au nombre de 5 en 2008. A ce chiffre pour 2008 viennent rajouter 2 EST (Etudes de Sécurité), l'une au titre du laboratoire réhabilité, l'autre concerne le projet BIVIS N°2.

- Pour la partie SGS "Système de Gestion de la sécurité", M. GUIAVARC'H rappelle que le SGS a été réactualisé en 2007 avec notamment prise en compte de l'évolution de l'organisation, de la mise à jour des listes d'Etudes de Sécurité et des procédures avec création d'une procédure de gestion des déchets pyrotechniques.

M. GUIAVARC'H présente en séance les plans des formations qui ont pu être suivies par le personnel travaillant dans/ou pour NOBEL SPORT en 2007 et 2008. Il précise à cette occasion que M. LETEXIER, responsable sécurité technique à Nobel Sport est titulaire du brevet de sécurité matières dangereuses.

- Pour la partie "Audits", M. GUIAVARC'H indique que, outre les audits externes, à savoir les visites de la DRIRE qui font l'objet d'un point particulier inscrit à l'ordre du jour de la réunion, NOBEL SPORT a réalisés des audits internes au nombre de 6 pour l'année 2007 qui portaient pour l'une d'entre elles sur les procédures sécurité, pour les 5 autres sur les installations de production. Sur les 35 actions identifiées, 32 ont été réalisées. En 2008, 8 audits ont été réalisés. Sur les 42 actions identifiées 26 ont été accomplies.

M. GUIAVARC'H précise également qu'un comité consultatif sécurité de NOBEL SPORT auquel il participe en qualité de représentant du site de Pont de Buis se réunit désormais trois fois par an. Sont associés aux travaux de ce comité placé sous la présidence d'un avocat, des représentants des sites se situant dans la Drôme, en Haute-Garonne et au Nord de l'Espagne.

- Pour la partie "gestion des situations d'urgence", M. GUIAVARC'H rappelle qu'au sein de l'entreprise des exercices d'intervention ou de secourisme du travail sont organisés tous les lundis matin. De plus le principe de l'organisation d'un exercice POI (Plan d'opération Interne) en 2009 a été retenu en accord avec le SDIS.

En conclusion de sa présentation, M. GUIAVARC'H précise que les chiffres d'affaires de l'établissement NOBEL SPORT de Pont de Buis:

- 17 millions d'euros pour le secteur "poudre de chasse" pour une production de 1600 tonnes de poudre de chasse par an dont 15 tonnes de poudre de tir
- 2 millions d'euros pour l'activité maintien de l'ordre
- 1,2 millions d'euros pour l'activité matériaux
- 0,17 million d'euros pour l'activité contre-mesures dont l'arrêt est prévu en 2009

Il ajoute que 110 personnes travaillent actuellement sur le site de Pont de Buis.

### **Réactions à l'exposé de M. GUIAVARC'H**

**M. MELLOUET souhaite que lui soit indiqué ce qu'il en est du fonctionnement des installations situées au bas du site de NOBEL SPORT, de la formation du personnel sur le système Bivis qui demande une autre technicité et de la portée des incidents pyrotechniques au plan humain et matériel.**

M. GUIAVARC'H précise que tout incident pyrotechnique entraîne une action corrective de la part de NOBEL SPORT qui doit bien positionner le matériel, tirer les conséquences et étudier les causes de l'incident avant redémarrage. En règle générale l'arrêt de production est très limité dans le temps.

Pour ce qui concerne les installations du bas du site de NOBEL SPORT qui ne fonctionnaient pas en 2007, suite à une prise de feu. M. GUIAVARC'H précise que la reprise de leur activité s'est effectuée d'avril 2008, après amélioration du système de noyage feu jusqu'au 7 novembre dernier, date à laquelle la production sur cette partie de l'usine a été définitivement stoppée.

Pour ce qui concerne la formation du personnel, GUIAVARC'H indique que la prise en compte des modifications de process ou de produits est prévue du fait qu'elle aura aussi pour conséquence de tendre à diminuer les incidents pyrotechniques en hausse en 2007.

## **II – EVOLUTION DU CADRE REGLEMENTAIRE APPLICABLE A L'ETABLISSEMENT**

- **Situation administrative (point sur l'étude de danger et sur les inspections effectuées sur le site)**  
(présentation par M. PEQUERIAU – DRIRE- cf. annexe 3)

L'établissement NOBEL SPORT fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter actualisé le 25 juillet 2003. Un nouvel arrêté d'autorisation prenant en compte la mise à jour des prescriptions émises depuis 2003 et notamment l'étude de danger est actuellement en cours de rédaction à la DRIRE.

M. PEQUERIAU indique que l'établissement NOBEL SPORT qui, comme l'a indiqué M. GUIAVARC'H a eu une production de 1600 tonnes de poudres en 2007, est classé établissement AS/SH (Autorisation avec Servitudes – Seuil Haut) en raison du seuil réglementaire défini pour les activités de fabrication de poudres, explosifs et autres produits explosifs (rubrique 1310) et de stockage de poudres, explosifs et autres produits explosifs (rubrique 1311) qui est de 10 tonnes.

M. PEQUERIAU rappelle la nature des risques associés à l'activité du site et les phénomènes dangereux susceptibles d'en découler. Il s'agit principalement d'effets thermiques liés au caractère hautement inflammable des produits et d'effets toxiques liés à la production de lacrymogènes.

A l'heure actuelle, c'est à dire sans tenir compte des conclusions de l'étude de danger qui a été présentée par l'exploitant à la demande de la DRIRE, deux zones de dangers: 910 m pour la zone explosion et 800 m pour la zone toxique ont été prises en compte pour la mise en place d'un PPI.

M. PEQUERIAU précise que l'étude de danger et ses compléments qu'il a été demandé à l'exploitant de fournir prennent en compte le transfert des installations de dépotage des solvants sur le site même de NOBEL SPORT, la mise en fonctionnement de la deuxième installation Bivis sur le site (installation qui était autorisée depuis 1996) et les éléments nécessaires au lancement de la démarche d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) dont les propositions de prescriptions devraient être présentées à M. le Préfet avant la fin 2008.

### **inspections effectuées sur le site**

M. PEQUERIAU indique que deux inspections approfondies ont eu lieu sur site en 2008:

- **la première, le 7 mars 2008 portait sur l'eau et les rejets dans l'eau.**

Durant cette inspection, treize observations ont été formulées et portaient principalement:

- sur la forme des relevés d'autosurveillance qui correspondent à des analyses effectuées sur les rejets d'eaux usées dont les résultats sont transmis mensuellement à la DRIRE

- sur la représentativité des résultats. En effet le constat d'une non cohérence entre les résultats des analyses effectuées quatre fois par an par un laboratoire et les analyses parallèlement effectués en interne est apparu.

M. PEQUERIAU indique que par courrier du 18 juin 2008 Nobel Sport a informé son service qu'il prenait ces observations en compte.

**- la seconde, le 22 octobre 2008 avait pour objet de faire un point sur les dossiers en cours:**

- l'étude de déchets demandée par arrêté préfectoral du 5 février 2007
- la représentativité des mesures sur l'eau transmises et leur conformité aux normes de rejet
- le dépotage des solvants
- l'état d'avancement de l'étude "décontamination de l'aire de brûlage de Park Braz";

Pour ce qui concerne l'étude de déchets, M. PEQUERIAU indique que l'étude fournie en 2007 par Nobel Sport ne répond pas aux attentes de la ~~DRIRE~~du préfet (APC du 5 février 2007) car le point de l'élimination par brûlage des déchets n'est pas traitée. En effet la ~~DRIRE~~attendaitdemande portait sur un bilan complet du suivi des déchets sur site de la production à l'élimination dans l'objectif de passer en revue toutes les solutions alternativespossibilités d'élimination des déchets, soit sur site, soit à l'extérieur du site. M. PEQUERIAU rappelle que cette attente de la DRIRE est notamment motivée par l'accident qui a eu lieu sur l'aire de brûlage de Park Braz en juillet 2006.

Il ajoute que, pour ce qui concerne l'élimination par brûlage des emballages plastiques qui contiennent de la nitrocellulose (~~emballages qui sont considérés par l'exploitant comme des déchets pyrotechniques et donc brûlés à l'air libre~~), la DRIRE qui, au vu des éléments dont elle dispose ~~ne classe pas plutôt~~ ces déchets en déchets emballages industriels, souhaite que soient étudiées par l'exploitant les autres possibilités de traitement de ce type de déchets, solutions à même de supprimer les nuisances en terme d'odeur et de pollution de l'air dont certains riverains se plaignent.

A ce jour, le dossier transmis opar NOBELSPORT ne mentionne pas ce cas problématiques du brûlage de certains emballages, n'étudie aucune solution alternative et ne justifie pas les solution retenues mises en œuvre sur le site.

M. PEQUERIAU indique donc qu'au regard ~~des de ce éléments précités~~constat, cette étude ne répond pas à l'obligation réglementaire découlant de l'APC du 5 février 2007, la DRIRE s'oriente vers une proposition de mise en demeure à l'exploitant pour ce qui concerne la présentation dede déposer une l'étude déchets attendueconforme.

**Réaction à l'exposé de M. PEQUERIAU**

M. GUIAVARC'H estime qu'une mise en demeure serait une solution sévère alors que Nobel Sport recherche des solutions pour répondre aux attentes de l'administration. Il ajoute que des contacts ont été pris avec la profession, les fabricants, l'inspection des poudres et explosifs sans avoir à ce jour obtenu de réponses qui puissent apporter une solution au problème rencontré.

Il ajoute qu'il va également contacter son fournisseur tchèque et solliciter le CCI de Brest et participer à des réunions techniques organisées sur le sujet.

M. PEQUERIAU prend acte des précisions qui sont apportées par l'exploitant tout en notant qu'il s'agit de la démarche attendue depuis 2007,un retard important puisque ces démarches auraient du intervenir dès la demande en date du 5 février 2007 soit il y a 20 mois.

M. le Maire exprime le souhait que tout soit mis en œuvre pour éviter que des nuages noirs ne couvrent la commune comme c'est le cas certains jours.

En réponse à M. le Sous-préfet qui souhaite savoir quand Nobel Sport pourra répondre à la demande qui lui a été faite en février 2007, M. GUIAVARC'H indique que deux mois lui sont encore utiles pour faire le tour des organismes

qu'il entend encore consulter et pour présenter un bilan global. Il rappelle que l'aire de Park Braz est arrêtée depuis l'accident de 2006 et que c'est pour cette raison qu'il lui faut trouver une autre méthode de brûlage. Il note que la DRIRE propose d'examiner une possible décontamination des sacs qui contiennent de la nitrocellulose mais rappelle que NOBEL SPORT utilise environ 750 sacs de ce type par jour, d'où un coût très élevé pour ce type d'opération.

**M. le Sous-préfet souhaite que la DRIRE lui fasse savoir si un délai de 2 mois peut être accordé à l'exploitant avant qu'une mise en demeure ne lui soit adressée. Il rappelle à l'exploitant que l'étude à produire à laau préfet DRIRE devra prendre en compte les paramètres économiques, de sécurité et d'environnement.**

Pour ce qui concerne l'eau et les rejets en eau, M. PEQUERIAU explique qu'un nouveau point a été utile après l'inspection de mars 2008 dans la mesure où le double contrôle mené depuis juin 2008 a montré des différences notables entre les valeurs mesurées par NOBEL SPORT, les valeurs du laboratoire agréé et les normes en vigueur, notamment celles sur les concentrations en DCO. Il a ~~donc~~ souhaite donc demandé demander que NOBEL SPORT réalise une étude technico-économique de mise en conformité du site qui permettra de trouver des solutions pour arriver à terme au respect des normes concernées par le dépassement et de chiffrer leur mise en œuvre les éventuelles modifications techniques à mettre en œuvre.

### **Réaction à l'exposé de M. PEQUERIAU**

M. GUIAVARCH précise que NOBEL SPORT procède actuellement à une étude pour voir ce qui s'est dégradé sur site. Il ajoute que depuis 2 ans il y a moins de stockage sur site de fait beaucoup plus de nettoyage notamment pour passer d'une campagne de production à l'autre. Il pense que le démarrage de la 2<sup>ème</sup> Bivis qui permettra de mener des campagnes de production plus longues et aboutira à des rejets moins importants.

M. le Maire qui souhaite savoir ce qui explique la différence des résultats.

M. PEQUERIAU lui indique que NOBEL SPORT utilise une méthode d'analyse dite "micro-méthode" qui est plus rapide que la méthode dite "normée" utilisée par les laboratoires. De fait un écart de 15 à 20% existe entre les chiffres produits. Une solution possible consisterait à appliquer un coefficient correctif aux mesures réalisées par microméthode, convient donc que ce coefficient soit pris en compte par Nobel Sport.

M. le Maire note donc qu'il ne s'agit pas d'une volonté de la part de l'exploitant de fausser les chiffres.

En réponse à M. Sous-préfet qui souhaite savoir quand l'étude demandée par la DRIRE sera fournie, M. GUIAVARCH indique que NOBEL SPORT travaille actuellement sur le sujet. M. PEQUERIAU ajoute que l'arrêté préfectoral qui va intégrer cette demande de présentation de l'étude technico-économique précisera les règles à suivre.

Pour ce qui concerne le dépotage des solvants: un rappel est fait à l'exploitant sur l'obligation, maintenant que le a canalisation-poste de dépotage a été démoli, e—d' adresser à M. le Préfet une déclaration de cessation partielle d'activité.

Pour ce qui concerne l'étude de décontamination de l'aire de brûlage de Park Braz, demandée par la DRIRE, M. GUIAVARCH indique à M. le Sous-préfet qu'elle sera fournie avant la fin de l'année 2008. une réunion avec l'inspection des poudres sur le sujet étant prévue le 29 octobre prochain.

### **▪ Plan de prévention des risques technologiques (présentation de la démarche)**

(présentation par M. PEQUERIAU – DRIRE- et M. MARZIN – DDE cf. annexe 4)

M. PEQUEREAU rappelle que la mise en plan d'un PPRT est une application des dispositions de la loi dite "risques" du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et de ses décrets d'application codifiés au code de l'environnement.

Le PPRT est un outil de maîtrise de l'urbanisation qui sera établi suivant un document réglementaire valant servitude d'utilité publique et une méthodologie nationale. Son objectif sera d'agir sur l'existant et sur la protection des personnes et ainsi d'éviter des constructions dans des zones de forte probabilité de risques.

Les grandes lignes de la procédure PPRT sont définies comme suit:

- Analyse et cartographie des aléas : Ce travail, réalisé par la DIRE, consiste en l'analyse des phénomènes de dangers par type d'enjeux définis dans l'étude de danger fournie par l'exploitant. L'analyse et la cartographie des aléas aboutit à une proposition de prescription du PPRT faite au Préfet qui constitue le début de la démarche PPRT. L'arrêté de prescriptions proposé au Préfet contient le périmètre proposé, les personnes associées et les modalités de concertation. En effet, tout au long de la procédure d'élaboration du document PPRT, des réunions de concertation avec les élus et les riverains sont organisées. Le CLIC sera parallèlement informé de l'avancement des travaux en cours.

M. PEQUEREAU indique que la prescription de PPRT implique l'information obligatoire des acquéreurs et des locataires en cas de transactions immobilières.

M. PEQUEREAU ajoute que cette première étape de la démarche PPRT devrait intervenir durant le 1<sup>er</sup> semestre 2009, probablement en mars.

- Analyse et cartographie des enjeux: Ce travail qui est réalisé par la DDE porte dans le cadre d'un PPRT seulement sur les enjeux humains. Une cartographie est établie après identification des éléments d'occupation du sol susceptibles de faire l'objet d'une réglementation dans le PPRT (urbanisation existante, infrastructures, ERP...) en collaboration avec les acteurs locaux notamment pour relever les manifestations de type marchés, manifestations estivales... La cartographie des enjeux devraient être réalisées durant le 1<sup>er</sup> semestre 2009.

- Approche de la vulnérabilité et investigations complémentaires avec notamment déplacement sur le terrain si besoin pour des cas particuliers: La superposition des deux cartographies établies permet de définir le zonage réglementaire. A ce stade des investigations complémentaires peuvent être utiles. En cas de besoin cette phase du PPRT pourrait intervenir durant le 3<sup>ème</sup> trimestre 2009. Le plan prévoit la possibilité d'exproprier dans les secteurs présentant les plus forts risques.

- Stratégie de réduction du risque: Dès lors que la cartographie détaillée est établie, il convient de choisir les orientations du plan afin de pouvoir présenter et expliquer à la population les mesures imposées par la réglementation et celles exprimées par la commune. Cette phase du PPRT devrait intervenir durant le 4<sup>ème</sup> trimestre 2009.

- Elaboration du projet de PPRT: la mise en forme du document PPRT sur les principes retenus durant la phase précédente avec l'intégration notamment des coûts des mesures du PPRT et des priorités mises en œuvre est prévue durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2010.

- La constitution du dossier de PPRT avec consultation des services, des personnes associées, information du CLIC puis mise à enquête publique d'un mois devrait intervenir durant le 2<sup>ème</sup> trimestre 2010 avec une approbation finale du plan par M. le Préfet aux alentours de septembre 2010.

M. PEQUEREAU complète son exposé en rappelant que des mesures spécifiques au financement du PPRT sont prévues par la réglementation. Elles concernent :

- les mesures sur le bâti
- les mesures foncières (expropriation ou délaissement)

- les mesures supplémentaires pour réduire le risque à la source. Ces mesures concernent dans le cas présent uniquement Nobel Sport.

Il ajoute que les mesures prescrites sur le bâti font l'objet de crédits d'impôts pour les propriétaires du bien, et de conventions tripartites "exploitant – collectivités – Etat", s'il s'agit de mesures foncières et/ou supplémentaires.

La présentation de la DRIRE et de la DDE est suivie en séance de la diffusion d'un film réalisé par l'INERIS qui présente la démarche PPRT et permet aux membres du CLIC de visualiser les propos de MM PEQUERIAU et MARZIN.

#### **Réaction à l'exposé de M. PEQUERIAU et de M. MARZIN et à la diffusion du film de l'INERIS**

M. GUERRIAU souhaite savoir si puisque la possibilité d'expropriation dans la démarche PPRT a été évoquée, si les riverains du site NOBEL SPORT peuvent être touchés.

M. PEQUERIAU lui indique que l'expropriation ne se fait fera qu'en situation extrême dès lors qu'aucune mesure d'éloignement du risque n'a pu être trouvée. Dans le cas de NOBEL SPORT il peut être considéré est peu probable qu'aucune inquiétude que des mesures d'expropriation ne soit à craindre en raison mises en œuvre en raison de -de l'étendue du site, d'exploitation et de la zone d'effet réduite des faibles probabilités d'accidents, et de la taille prévisible réduite des zones d'aléas.

En réponse à M. le Sous-préfet qui demande quel sera l'impact de la mise en exploitation de la 2<sup>ème</sup> Bivis, M. PEQUERIAU répond que la concentration des opérations de production aura plutôt une incidence sur une diminution du risque, notamment en limitant le transport et les manutentions dans les ateliers.

M. GUIAVARCH souhaite connaître les incidences du PPRT sur un polygone d'isolement imposé à l'exploitant par décret en 1933.

M. HUGUET précise à l'exploitant que le PPRT devrait annuler ou remplacer à terme ce polygone d'isolement. La démarche sera néanmoins longue car ce polygone a été prescrit par décret.

### **III – SECURITE CIVILE (PLAN PARTICULIER D'INTERVENTION – EXERCICES REGLEMENTAIRES)**

(présentation par M. CALBOURDIN du SIDPC – cf. annexe 5)

M. CALBOURDIN du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles rappelle tout d'abord le contexte juridique qui prévoit l'élaboration d'un P.P.I (Plan Particulier d'Intervention) notamment pour les installations classées "seuil haut" visées par la Directive SEVESO faisant l'objet d'une classification "Autorisations Classées", ce qui est le cas de l'établissement NOBEL SPORT de Pont de Buis à savoir:

- La loi N°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile
- Le décret N°2005-1158 du 13 septembre 2005 relatif aux plans particuliers d'intervention

Il précise que le contexte juridique actuel des plans de secours étend simplement les procédures notamment au niveau de la consultation et n'apporte aucune modification aux plans rédigés antérieurement, ce qui est le cas du PPI NOBEL SPORT approuvé par M. le Préfet le 7 décembre 2004.

Il ajoute le PPI NOBEL SPORT était appelé à être révisé en 2008. Ce PPI a fait l'objet d'une prorogation fin décembre 2007 pour permettre au SIDPC d'une part de prendre en compte les éventuelles modifications qui pourraient découler de l'analyse de l'étude de danger actuellement en cours à la DRIRE notamment pour ce qui concerne le dimensionnement des zones de danger actuellement fixées à 800 et 910 m, mais aussi des enseignements à tirer de l'exercice PPI qui a été organisé le 20 octobre 2007.

M. CALBOURDIN rappelle que cet exercice organisé "grandeur nature", sans que les populations en ait été prévenu au préalable, avait pour objet:



- de tester la chaîne d'alerte,
- de s'assurer de la réaction de la population au signal d'alerte et de sa mise à l'abri (confinement et écoute de la radio)
- de définir de la situation tactique en fonction de la météo
- de neutraliser le périmètre de protection.

Les enseignements tirés de cet exercice mettent en avant les points positifs tel que sont une bonne réactivité des services qui n'étaient pas pré-positionnés et des partenaires notamment de France Bleu Breiz Izel qui a diffusé le message d'alerte en quelques secondes et une bonne réaction de la population lors de l'alerte et un bon respect des consignes de sécurité

M. CALBOURDIN souligne aussi des points perfectibles à prendre en compte tels que:

- l'amélioration du schéma d'alerte qui s'est avéré long et lourd notamment pour l'exploitant qui doit parallèlement gérer son POI (Plan d'opération Interne)
- les demandes des services.

Il ajoute que la gendarmerie a souhaité qu'une étude de la gestion de la circulation soit faite et ce pour qu'une déviation des véhicules soit mise en place sur la RN 165 afin d'éviter le secteur de Pont de Buis. De même, une étude de l'optimisation de l'utilisation des panneaux variables d'information de la voie expresse avec les services de la DDE va être faite.

M. CALBOURDIN indique que la procédure de révision du PPI sera identique à celle de la prescription initiale à savoir consultation du maire et de l'exploitant, puis mise à disposition du public du PPI révisé durant un mois à la mairie et à la sous-préfecture. Au terme de cette procédure de consultation, le nouveau PPI sera approuvé par M. le Préfet.

Le calendrier qui peut être envisagé pour la révision du PPI est défini par M. CALBOURDIN:

- Consultation du maire et de l'exploitant: en janvier ou février 2009
- Mise à disposition du public du projet de PPI: en avril 2009
- Approbation du PPI révisé: en juin 2009.

M. GUIAVARCH ajoute à l'issue de la présentation de M. CALBOURDIN, que Nobel Sport a, de son côté, arrêté avec le SDIS le principe de l'organisation d'un exercice POI (Plan d'opération Interne) début 2009.

#### **IV – QUESTIONS DIVERSES**

##### **▪ Mise à jour du Plan ER (Etablissement Répertoire)**

*(présentation par le Capitaine MEAR – SDIS-)*

Après avoir précisé que le SDIS a établi en liaison avec les chefs d'entreprises, 1200 Plans ER sur le département, le Capitaine MEAR en présente l'articulation générale.

Le rôle d'un plan ER est de :

- définir l'organisation de l'intervention des services d'incendie et de secours et de permettre au premier commandant des opérations de secours une prise de décisions immédiates.

L'objectif d'un Plan ER est:

- d'identifier les risques et de prévoir les moyens et actions à mener en cas de sinistre
- d'utiliser le même langage que le personnel de l'établissement
- définir le rôle et les actions que devra mener le personnel afin de préparer l'intervention des secours extérieurs.

La composition d'un Plan ER se décline au travers des fiches suivantes:

- la présentation: fiche dans laquelle sont identifiés les caractéristiques administratives de l'établissement, les risques et les renseignements complémentaires;
- les départs: fiche où sont listées les différentes phases (accident normal, scénario catastrophe) et où sont évalués les délais d'acheminement et les autorités à prévenir par phase
- les itinéraires: fiche dans lesquels sont indiqués les lieux d'accueil des sapeurs-pompiers et les itinéraires prioritaires et secondaires qui peuvent être empruntés par les véhicules de secours
- les plans: rubrique où apparaissent les plans de situation des itinéraires, de masse et de détails des accueils, bâtiments et risques
- l'identification des risques: rubrique prenant en compte les intérêts de l'établissement ne matière de patrimoine et d'intérêts stratégiques mais localisant aussi sur le plan de masse les risques potentiels du site (incendie, radioactivité, explosions, risque toxique)
- les points d'eau: fiche donnant les caractéristiques du réseau public, du réseau interne, des autres ressources en eau possibles (points d'eau naturels ou artificiels) et les moyens spéciaux pouvant être mis en place (canon à eau, lance spéciale...)
- les fiches réflexes: reprennent outre l'identification du produit, les actions réflexes de protection du public et du personnel mais aussi les actions à mettre en place en fonction de la nature du danger.
- les scénarii retenus: rubrique qui liste les scénarii retenus, leurs conséquences et les moyens à mettre en place (secours internes, externes, publics et privés)
- les réseaux divers: fiche où sont précisés les types de réseaux existants sur site (eaux usées, gaz de ville, eau, gaz spéciaux...) , leur tracé, les organes de coupures et les consignes particulières s'y référant

Le Capitaine MEAR fait ensuite une rapide présentation du Plan ER de l'établissement NOBEL SPORT de PONT de BUIS en rappelant que dès l'alerte est donnée 30 hommes sont immédiatement engagés.



Plus aucune question n'étant soulevée, M. le Sous-préfet remercie les membres du CLIC de leur présence et leur indique qu'ils seront destinataires d'un compte-rendu de la réunion.

Après remerciement des participants, la séance est levée à 17 heures 10.

**LE SOUS-PREFET de CHATEAULIN,**

**Denis OLAGNON**